



Les transports scolaires victimes de la soumission du CG au dogme libéral de l'austérité

Le Conseil général s'apprête à voter la fin de la gratuité des transports scolaires.

C'était un marqueur de gauche de son action dont se glorifiait jusque là, à juste titre, Damien Alary son président et sa majorité.

Leur acceptation sans rechigner du cadre d'austérité imposé par le gouvernement social-libéral Hollande-Ayrault les contraindrait à ce renoncement.

Or l'Etat a une dette cumulée de 400 millions d'Euros envers le département. Que le Conseil Général réclame son dû et il pourra financer les politiques de justice sociale qu'attendent les gardois plutôt que d'y renoncer et d'accepter l'appauvrissement des collectivités locales qu'organise le gouvernement en inscrivant son action dans la logique de l'austérité sans fin.

Aujourd'hui la gratuité des transports scolaires et le code du travail avec le projet de loi made in MEDEF, demain encore une fois les retraites : la soumission des socio-libéraux, au gouvernement comme au département, conduit au démantèlement de nos acquis sociaux, à la régression.

Une fois de plus, ce sont les familles les plus modestes qui seront pénalisées. Est-ce là un choix de gauche, le choix de la solidarité ?

Nous demandons donc aux conseillers généraux, de gauche, de voter le maintien de la gratuité des transports scolaires. Quand à la droite elle n'est pas qualifiée à critiquer car c'est bien sous l'ère Sarkozy que s'est creusé l'appauvrissement du département.

Le 12 mars 2013

Katy Laurent et Charles Menard  
Co-secrétaires départementaux de Parti de Gauche